

Le futur Musée des beaux-arts entre dans sa phase décisive

24 Heures, 05.12.07

CULTURE

Le Conseil d'Etat a présenté, hier, un deuxième crédit d'étude de 340 000 francs pour la construction du Musée des beaux-arts, à Bellerive. Le Grand Conseil devrait le voter en février 2008. Les opposants serrent les rangs. La menace d'un référendum plane.

JULIEN MAGNOLLAY

«**N**ous avons choisi l'ancienne Ecole de chimie pour organiser cette conférence de presse, parce qu'elle symbolise mieux que tout autre lieu la réussite d'un projet auquel plus personne ne croyait.» Anne-Catherine Lyon et son collègue François Marthaler le savent: le projet de nouveau Musée des beaux-arts entre dans une «étape-clé». Un sprint final périlleux, pour un processus marathon entamé il y a dix-sept ans.

Dans moins de trois mois, le Grand Conseil devrait se prononcer sur un deuxième crédit d'étude de 340 000 francs. Une somme, ajoutée à des fonds privés de 1,7 million, qui permettra de passer du «concept au concret» et d'affiner les coûts d'exploitation du futur musée (estimés à 6 millions de francs par année.) Si le crédit d'étude est accepté, les services du canton attaqueront la demande du permis de construire. «Nous sommes dans les starting-blocks», reconnaît Eric Perrette, architecte cantonal. Objectif avoué: l'inauguration du nouveau musée en 2012.

Le vote au Grand Conseil sera un nouveau test grandeur nature pour le musée de Bellerive. Pour mettre tous les chances de son côté, le Conseil d'Etat n'a pas hésité à présenter un exposé des motifs et un projet de décret de...



Le Conseil d'Etat espère commencer les travaux en été 2009. Le nouveau musée ouvrirait ses portes en 2012.

61 pages! Un document qui explique avec moult détails toutes les étapes du projet. «Nous voulons être le plus transparent possible», explique Anne-Catherine Lyon.

Il faut dire que le danger guette. Les fronts se sont durcis. Un collectif d'opposants s'est récemment regroupé. Il compte une vingtaine de députés de tous bords, mais surtout des écologistes ainsi que des particuliers. Ce collectif défend l'idée d'un Musée des beaux-arts à la place de la Riponne (*lire ci-dessous*). Certains membres ne le cachent pas: ils sont prêts à lancer un référendum si la solution Riponne n'est pas sérieusement étudiée. Selon différents observateurs, l'issue de ce référendum pourrait être fatale au projet de Bellerive. «Si les pro-Rumine gagnent, on assisterait à nouveau à des débats infi-

nis», estime François Marthaler. Hier soir, le Parti socialiste a communiqué son soutien au projet de Bellerive.

■ **AVENIR DE RUMINE** Le conseiller d'Etat Vert le sait: une des clés du succès de Bellerive réside dans la qualité de la réaffectation de Rumine. «Nous ne voulons pas faire de la Riponne un désert. Bien au contraire.» Le Conseil d'Etat propose d'agrandir la bibliothèque, aujourd'hui à l'étroit. Il suggère aussi la création d'un «fil rouge» entre les différents musées existants sur le thème de la biodiversité.

■ **FRANÇOIS CARRARD ET PIERRE KELLER EN RENFORT** Une nouvelle fondation de soutien a été créée cet été. Elle est présidée par François Carrard, avocat et ancien directeur général du CIO. Elle compte aussi dans

ses rangs le patron de l'ECAL Pierre Keller, ainsi que Georges Gagnebin, patron du private banking (UBS, Julius Bär). L'objectif de cette fondation est double: trouver la moitié des 68 millions que coûtera le futur musée et dénicher de nouvelles collections. «Pour la construction, nous avons déjà trouvé entre 15 et 20 millions de francs», lâche François Carrard.

■ **NOUVEAU REVÊTEMENT** Le trio d'architectes zurichois a retravaillé les façades du bâtiment de Bellerive. Selon toute vraisemblance, elles seront striées de lignes horizontales en «béton vitrifié», espacées de 5 à 30 centimètres. Une manière d'atténuer l'effet bloc de béton? «Non, s'offusque Eric Perrette. Ce sera une plus-value esthétique. Ces lignes de différentes couleurs entreront en résonance avec le lac.» ■



Des gabarits viennent d'être posés sur le site de Bellerive pour montrer l'emprise et le volume du futur musée.

Ils veulent garder les Beaux-Arts à la place de la Riponne pour «redynamiser le centre-ville»

Une nouvelle fronde s'est levée contre le projet de Bellerive. Cette fois, les opposants ne s'attaquent pas à l'architecture du projet primé, mais à son emplacement. «Le choix de Bellerive entraînerait inévitablement une augmentation du trafic automobile, estime Yves Ferrari, député Vert. Or, la zone est déjà suffisamment polluée.» La crainte est que la grande majorité des futurs utilisateurs du musée de Bellerive profitent des grands parkings situés à proximité au détriment des transports publics.

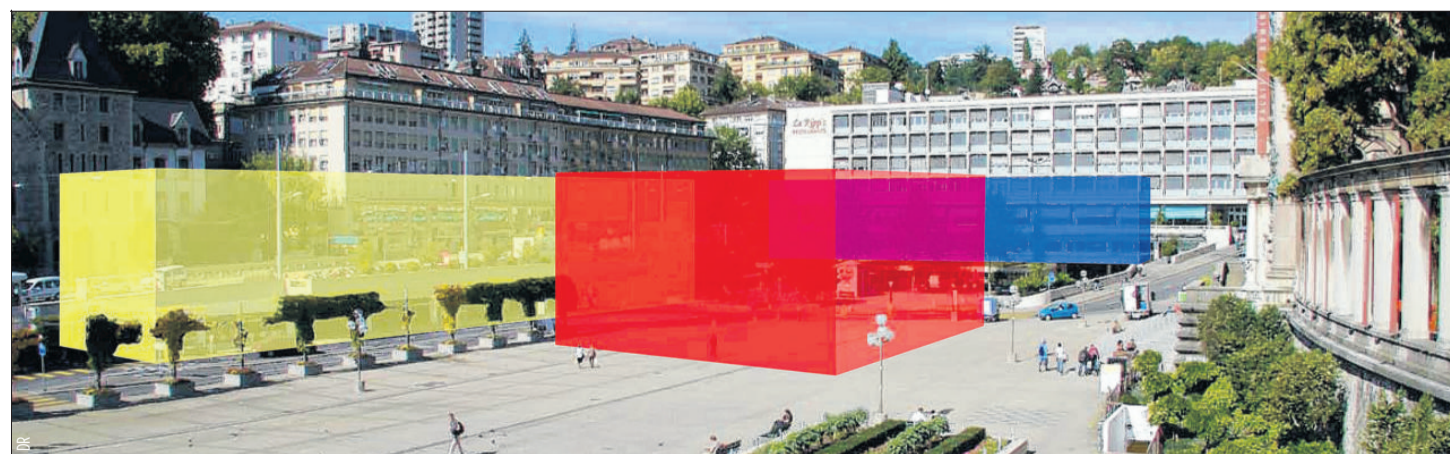
Outre Yves Ferrari, le Collectif pour un grand Rumine compte dans ses rangs Julien Goumaz, historien de l'art, Michel Thévoz, ancien directeur de la Collection de l'art brut, et Jacques Christinat, historien et membre du Parti socialiste vaudois.

Sur son site internet, le collectif a reçu le soutien d'une ving-

taine de députés. Des Verts surtout, mais aussi un socialiste (Laurent Baillif), une libérale (Eliane Rey), un radical (Serge Melly) ou encore deux UDC.

«Notre solution est beaucoup plus alléchante pour redynamiser le centre-ville, estime Yves Ferrari. Nous ne sommes pas forcément contre le projet de Bellerive. Nous voulons juste que la solution Riponne soit étudiée. Nous aimerions aussi qu'un vrai débat public soit organisé.» «Il se tiendra dans le cadre du Grand Conseil, rétorque Anne-Catherine Lyon. Les députés sont des élus du peuple.»

Le collectif veut donc maintenir le Musée des beaux-arts à la place de la Riponne, en remodelant complètement le Palais de Rumine et en construisant d'autres bâtiments sur la place. La succursale de la bibliothèque



De nouveaux bâtiments pourraient être construits sur la Riponne, selon le Collectif pour un grand Rumine. En bleu, une halle d'exposition temporaire. En rouge, un marché couvert. En jaune, un nouvel édifice qui permettrait à la Riponne «d'acquiescer un statut de place».

serait supprimée, pour «mettre fin à un absurde jeu de navettes» entre la Riponne et le site de Dorigny. La collection de géologie prendrait également la direction de Dorigny. Le Musée de

zoologie serait par contre maintenu et rénové. L'ancien Cinéma Romandie, qui serait relié par un tunnel à Rumine, serait utilisé pour des «stocks visitables». Une grande halle d'exposition temporaire

pourrait être construite dessus. L'ancienne Grenette (marché couvert), démolie en 1933, serait reconstruite. Enfin, un nouveau bâtiment pourrait être construit en face du Palais de Rumine,

pour permettre à la Riponne «d'acquiescer un statut de place en la fermant sur son long côté».

J. MA.

Le site des pro-Rumine: www.nmba.ch